

Déclaration du SNUipp-FSU 95 au CTSD du jeudi 14 février 2013

Le CTSD d'aujourd'hui se tient dans le cadre d'une Loi de refondation et de Programmation de l'École qui a réaffirmé la priorité au primaire. La dotation positive de 145 postes pour notre département affiche la rupture avec les années précédentes même si nous savons que ce sera bien insuffisant pour accueillir, dans de bonnes conditions, les 2199 élèves supplémentaires à la prochaine rentrée.

Dans le même temps, la Refondation pour une meilleure réussite des élèves, tant attendue par la communauté éducative, se trouve fragilisée par le dossier des rythmes scolaires.

Lors de nos nombreuses déclarations dans les différentes instances nous n'avons eu de cesse de rappeler que la **modification des rythmes scolaires n'était ni l'urgence, ni la priorité pour l'École.**

Cette réforme insuffisamment préparée relègue au second plan des sujets essentiels pour une meilleure réussite des élèves : révision des programmes, baisse des effectifs, remplacements, réimplantation et développement des RASED, Éducation prioritaire, direction d'école...

Dans son interpellation solennelle, lors du groupe de travail du CTSD du jeudi 7 février, le SNUipp-FSU 95 l'avait annoncé : la journée de grève et de manifestation du mardi 12 février a été massive dans notre département, comme sur l'ensemble du territoire. Dans le Val d'Oise, ce sont plus de 200 écoles qui étaient fermées et des villes entières sans enseignant.

C'est une grande déception, un malaise profond et une vraie exaspération qui dominent aujourd'hui !

Et c'est bien autour de l'exigence que l'avenir de l'école ne se décide « **PAS SANS NOUS** » et que « **CHANGER, C'EST POUR DU MIEUX** » que la profession s'est historiquement mobilisée. C'est aussi, le sens du communiqué commun du SNUipp-FSU 95 et de la FCPE 95 du 30 janvier 2013 demandant à ce que l'ensemble de la communauté éducative soit concertée et puisse se prononcer.

Certaines communes du département imposent, déjà, sans concertation une organisation de la journée et de la semaine.

Où est l'intérêt de l'élève, clamé haut et fort par notre Ministre, quand les contraintes financières, matérielles et humaines priment sur tout le reste ?

Où est l'intérêt de l'élève, clamé haut et fort par notre Ministre, quand les activités péri-éducatives ne bénéficieront pas à tous ?

Où est l'intérêt de l'élève, clamé haut et fort par notre Ministre, quand la gratuité de ces mêmes activités n'est pas assurée et que le taux d'encadrement des enfants par un adulte augmente de 40% ?

Où est l'intérêt de l'élève, clamé haut et fort par notre Ministre, quand cette réforme se fait sans, voire contre l'ensemble de la communauté éducative ?

Il est grand temps de changer l'École. Une réforme aussi complexe doit être correctement préparée et correctement financée pour améliorer concrètement le fonctionnement de cette dernière. Cela prend du temps et nécessite qu'un vrai débat s'instaure au sein de toute la communauté éducative.

C'est bien pour donner à la réforme le temps de réussir, que le SNUipp-FSU estime que toute modification de la semaine scolaire doit être reportée à 2014 et que le décret doit être réécrit.

Une véritable concertation doit être mise en place pour construire ensemble une réforme qui permette une réelle amélioration des conditions d'accueil et d'apprentissage de nos élèves, des conditions de travail des enseignants et qui garantisse par un financement de l'état, partout et pour tous, des temps d'activités éducatives de qualité.

